

## Le Burundi sera bel et bien représenté au 27ème Sommet de l'UA à Kigali

PANA, 14 juillet 2016 Bujumbura, Burundi - La chaise du Burundi ne sera pas vide lors du Sommet de l'Union africaine (UA) prévu du 16 au 18 juillet prochains, à Kigali, au Rwanda, malgré des relations tumultueuses entre les deux plus proches voisins de la sous-région des Grands Lacs, a annoncé, mardi, la radio nationale, citant le porte-parole et Secrétaire général du gouvernement, Philippe Nzobonariba. [Photo : Kigali Convention Centre]

Des rumeurs à Bujumbura voulaient que le Burundi boude le Sommet de Kigali et le porte-parole du gouvernement a soutenu le contraire, expliquant que son pays allait répondre à l'invitation de l'UA et non à celle du Rwanda. Une délégation d'experts burundais est déjà sur place à Kigali dans le cadre des préparatifs du Sommet, a-t-il en voulant prouver. Le chef de la diplomatie burundaise, Alain Aimé Nyamitwe, fera également le déplacement de Kigali, le moment venu, a-t-il ajouté, avec cependant moins de précisions sur qui représentera officiellement son pays au plus haut niveau de l'Etat dans la capitale rwandaise. Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a drastiquement limité les déplacements à l'étranger depuis la tentative de putsch militaire manquée de mai 2015 contre son régime. S'agissant de la participation du Burundi au Sommet de Kigali à cause de la présence supposée de groupes rebelles burundais sur le sol rwandais, M. Nzobonariba a renvoyé au proverbe bien de chez lui qui veut que «la meilleure façon d'empoisonner un empoisonneur, c'est de lui confier un enfant». Bujumbura soutient que Kigali prête main forte à des groupes rebelles pour s'entraîner militairement contre le régime burundais, malgré des dénégations maintes fois répétées des rwandaises. S'agissant de la conciliation entre les «frères jumeaux» à tous points de vue culturel, ethnique, linguistique et économique, le responsable gouvernemental a renvoyé la balle dans le camp du Rwanda qui doit d'abord s'amender «en tant que principale source des problèmes pour le Burundi». Le précédent Sommet de l'UA tenu à Abeba, en Ethiopie, avait été largement consacré à la crise burundaise avant que les chefs d'Etat et de gouvernement n'attalent au grand jour des divergences de vue, notamment au sujet d'une proposition du Conseil de paix et de sécurité de déployer une «Mission africaine de prévention et de protection pour le Burundi» (Maprobu) forte d'au moins 5.000 militaires et policiers. On ignore pour le moment la place qui sera réservée par le 27ème Sommet de Kigali à la crise burundaise qui n'a, entre-temps, pas connu d'évolution encourageante. L'on sait, par contre, que l'un des points du jour du Sommet concerne le retrait éventuel des pays africains du pacte qui les lie au traité de Rome, en Italie, sur la Cour pénale internationale (Cpi). La question est hautement sensible pour le Burundi qui est depuis peu sous-observation du Tribunal pénal international (Tpi) pour les différents crimes qui continuent à démailler la violente crise de plus d'un an. L'autre incertitude porte sur le remplaçant de la présidente de la Commission de l'UA en fin de mandat, Mme Kansa Zana Dlamini Zuma, qui s'était montrée très active dans la recherche de la paix au Burundi.